

Intervention du 26 février 2010 (4ème trame)

Salle des Agriculteurs Paris

Tout d'abord, je pense utile de donner quelques éléments qui situent la Région Ile-de-France dans le contexte national et européen, et qui donne la dimension de l'enjeu qu'elle représente en terme d'emploi et bien sûr de formation.

Notre région produit, à elle seule, 29 % du PIB National avec 5,3 millions, 475 milles sont des emplois industriels directs, soit 8 % du salariat total de l'Ile-de-France.

Les 8 % produisent, à eux seuls, 30 % du PIB francilien.

La région Ile-de-France contribue à hauteur de 4,5% au PIB Européen. A titre de comparaison un pays comme la Grèce fournit quant à lui 3,5 % du PIB Européen.

Notre pays de 65 millions d'habitants possède sur son territoire la 4^{ème} capitale mondiale, ce qui peut apparaitre aux yeux de beaucoup comme un paradoxe.

On pourrait évidemment s'enorgueillir de tels résultats sans les relier aux conséquences de ce que cela représente en terme de pression sur les conditions de vie, de travail des franciliens au quotidien, et sur l'emploi en général.

La vie des habitants de l'Ile-de-France est donc en permanence sous la pression économique et sociale des grands groupes qui résident sur le territoire et qui y imposent leur loi.

L'Ile-de-France produit une grande part du PIB, **oui mais à quel prix !**

Au prix d'une pression permanente sur le travail et sur l'emploi.

Au prix d'un stress qui grandit parmi les salariés de toutes catégories et qui pose de plus en plus de problèmes de santé publique comme le révèle une récente étude.

Au prix d'une très grande précarité au travail. Aujourd'hui en Ile-de-France, un SDF sur 3 est un salarié ! Le travail n'est plus une garantie contre l'exclusion sociale. La qualité et le type d'emploi sont donc aussi des questions déterminantes. Notre région est une terre de contraste où se côtoie la plus grande richesse et la plus grande pauvreté. La moitié des RMIstes habitent dans le 93 et 1/3 des jeunes du 93 vivent dans un foyer à bas revenu.

La crise dans laquelle nous sommes plongés aggrave encore cette tendance déjà amorcée depuis longtemps, et accélère le mouvement déjà engagé depuis plusieurs décennies d'une désindustrialisation de la région. En première ligne se situent les sites de productions, particulièrement menacés, alors que l'industrie représente depuis longtemps le socle, la solidité de l'activité économique de la région. Une dernière remarque : la crise permet d'accélérer des projets politiques plus anciens qui visent à vider la région Ile-de-France de sa substance industrielle. La crise est un prétexte pour accélérer la mise en œuvre de ces projets politiques. Je pense qu'il faut d'ailleurs situer le projet du « grand Paris » dans ce contexte.

Résoudre le problème de l'emploi en Ile-de-France est donc une question prioritaire si on veut agir pour desserrer l'étau dans lequel sont enserrés les salariés, avec la mise en place de leviers efficaces, qu'ils soient de caractère économiques comme les fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF) et de nouveaux droits démocratiques pour les salariés afin de peser sur les choix et orientations dans les entreprises.

J'en profite pour préciser que l'Union Régionale CGT d'Ile-de-France n'a pas signé la convention « Etat / Région / partenaires sociaux » qui nous était proposée par le Conseil régional l'année dernière au début de la crise et qui visait à utiliser les fonds de la formation professionnelle pour en atténuer les effets. Nous avons estimés qu'il s'agissait d'un véritable « détournement de fonds », en tout cas de vocation de ces fonds, dont les mécanismes ne s'attaquaient en aucun cas aux origines du mal. FO n'a d'ailleurs pas non plus signé cette convention et on peut se demander quelle aurait été l'attitude de la FSU, de Solidaires et de l'UNSA si elles avaient été consultées. Nous sommes très éloignés de notre conception des FREF que nous ne pouvons gagner qu'en nous appuyant sur les luttes sociales et en impulsant des luttes politiques d'ampleur pour les gagner. Le défi pour nous étant d'articuler luttes sociales et luttes politiques qui, à mes yeux, sont complémentaires.

Il y a beaucoup de luttes sur les questions d'emploi en Ile-de-France en ce moment, mais aussi, fait remarquable en période de crise, beaucoup de luttes sur les salaires. Il faut aussi être attentif au fait qu'il est plus difficile aujourd'hui de jouer l'emploi contre les salaires, comme cela fut le cas dans des situations historiques analogues. Pour autant, les luttes pour l'emploi se traduisent encore trop rarement avec une exigence pour le maintien de l'activité économique et de l'entreprise, singulièrement quand il s'agit de l'industrie. On mesure bien à cette occasion, les dégâts d'une lutte idéologique engagée depuis des décennies, qui vise à accréditer l'idée que l'Ile -de-France et industrie sont antinomiques, y compris, d'ailleurs, d'une partie de la gauche qui abonde dans le même sens, et alimente la même bataille idéologique, qui conduit aux mêmes renoncements.

Il y a urgence à ce que des propositions alternatives percent ce mur idéologique. Il faut pour les salariés franciliens des propositions et des mises en œuvre concrètes allant dans le sens d'une sécurisation de l'emploi et d'un contenu du travail réellement transformé qui soit dégagé de la soumission et aux intérêts du capital.

La CGT a mis en débat, depuis quelques années, sa proposition de Sécurité Sociale professionnelle qui aurait pour conséquence de sécuriser l'emploi, ouvrir un vrai droit à la formation tout au long de la vie, et qui aurait pour effet de casser la loi de subordination du salarié vis-à-vis de l'employeur. Il y a d'autres propositions comme la sécurité d'emploi et de formation qui vont dans le même sens et qui nécessitent une plus grande visibilité.

Personnellement, je pense que la mise en place de FREF serait un des leviers qui permettrait de faire connaître, de donner de la visibilité, mais surtout de commencer à concrétiser et crédibiliser ces propositions, à les rendre palpables pour les salariés franciliens. Nous avons sur ce sujet là encore beaucoup d'efforts à produire pour les faire connaître.

Surtout dans un contexte où l'emploi est redevenue la préoccupation première des salariés franciliens. La région Ile-de-France flirte avec un taux de chômage de 8 % et enregistre la plus forte progression de chômage et de destruction de l'emploi comparativement aux autres régions françaises, 19 % de hausse sur les 12 derniers mois. Il faut noter aussi que les fortes disparités d'emploi, sociales et territoriales se conjuguent et se superposent. Travailler sur l'emploi c'est donc aussi œuvrer pour une plus grande égalité des franciliens dans l'accès à l'emploi lié au territoire et une plus grande justice sociale à travers l'accès à l'emploi. Avec le projet de Grand Paris de Sarkozy, c'est à une métamorphose de la physionomie de notre région que nous assisterons. Une modification

fondamentale du type d'activité économique et une pression terrible sur l'emploi et sa finalité.

Un projet du Grand Paris, sans doute, mais pour qui et pour quoi ?

Ce qui est certain pour le syndicaliste que je suis, c'est que l'emploi et le travail doivent être au cœur d'un nouveau projet régional.